

Convention collective

IDCC : 9381. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,
ARBORICULTURE, VITICULTURE, MARAÎCHAGE, CHAMPIGNONNIÈRES,
SERVICES DE REMPLACEMENT DES AGRICULTEURS ET COOPÉRATIVES
D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(ISÈRE)**

(1^{er} juin 1971)

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 21 mars 1972)

AVENANT N° 80 DU 10 JANVIER 2008

NOR : *AGRS0897070M*

IDCC : 9381

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Isère ;

La fédération départementale des services de remplacement des agriculteurs de l'Isère ;

La fédération départementale des CUMA de l'Isère,

D'une part, et

La fédération nationale de l'agriculture CGC ;

Le syndicat des ouvriers agricoles de l'Isère CFDT ;

Le syndicat des ouvriers agricoles de l'Isère CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La rédaction de l'article 62 « Prime d'intéressement » est abrogée et remplacée par la suivante :

« Article 62

Prime de résultat

Il est accordé aux cadres une prime calculée sur le résultat courant de l'exploitation (donnée comptable issue du compte de résultat) à condition que celui-ci soit positif.

Le pourcentage de cette prime est fixé à :

- 2,5 % pour le cadre du 1^{er} groupe ;
- 2 % pour le cadre du 2^e groupe ;
- 1,5 % pour le cadre du 3^e groupe.

Cette prime ne pourra dépasser un montant représentant un 13^e mois de salaire ni être inférieure à un montant représentant 50 % du salaire brut mensuel.

Le salaire brut mensuel est fixé comme suit :

- 1/12 du salaire brut annuel hors avantages en nature.

La prime est liée à la présence du salarié dans l'entreprise pendant la période de référence (exercice comptable).

Pour toute absence supérieure à 30 jours calendaires cumulés sur l'exercice comptable, la prime de résultat sera calculée *pro rata temporis*.

Ce nombre de jours d'absence est de 180 jours en cas d'arrêt pour accident du travail, maladie professionnelle et congé maternité.

Exemple :

Une absence de 55 jours donnera lieu au calcul suivant :
365 j - 55 j = 310 jours + si la prime est évaluée à 1 000 € pour l'année complète, elle sera fixée à :

$$P = 1\,000 \times \frac{310}{365} = 846,30 \text{ €}$$

En cas de rupture du contrat de travail (à l'exclusion de la faute grave), cette prime est versée au prorata du temps de présence pendant l'exercice comptable.

La rupture du contrat pendant la période d'essai ne donnera pas lieu au versement de la prime. »

Article 2

Dépôt

Cet avenant sera déposé en un exemplaire (original support papier) et un fichier électronique au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 10 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)